

Les hommes ont le seum !

Fin du féminisme ?

Depuis le mouvement #metoo en 2017, la parole des femmes s'est libérée pour dénoncer les violences sexistes. 8 ans après, le retour de bâton se nomme **backlash**. Partout dans le monde, des mouvements réactionnaires s'organisent pour remettre en cause les droits acquis.

2026

Proposition de loi visant à mettre fin au devoir conjugal

2025

Introduction de la notion du consentement explicite dans la définition du viol

2017

Le mouvement #meToo est lancé sur les réseaux. Les femmes dénoncent viols et agressions

1972

principe de l'égalité de rémunération. En 2024 les femmes gagnent 22% de moins

1965

Les femmes peuvent travailler et ouvrir un compte bancaire

1791

Olympe de Gouges rédige la déclaration des droits des femmes et de la citoyenne.

Une menace organisée : le masculinisme

Une idéologie qui prétend que les hommes sont les victimes du féminisme au point de vouloir tuer les femmes. Des influenceurs comme Andrew Tate, suivis par des millions de jeunes, diffusent des discours de haine et prônent une domination masculine absolue. Ses 9 millions d'abonnés sur X harcèlent en meutes numériques les femmes, surtout les militantes féministes. Ces idées se traduisent par un cyberharcèlement massif contre les militantes et nourrissent la culture du viol.

En mai 2024, un attentat revendiqué par le mouvement "Incel" a été déjoué en France, à Bordeaux, il était prévu de s'attaquer aux femmes. En Australie, selon une étude menée en 2020, les attentats "incel" ont fait 50 morts et 58 blessés, entre 2014 et 2020. En 2021, Europol (service de renseignement européen) a considéré l'antiféminisme comme porteur d'un risque terroriste.

Le recul des droits politiques et sociaux

Aux Etats-Unis, l'arrêt Roe vs. Wade qui garantissait le droit à l'avortement a été révoqué. En Afghanistan, les femmes depuis 2021 ont interdiction de parler en public, doivent loger dans des locaux sans fenêtre... En Argentine, Javier Milei, élu en 2023 entend abroger des lois qui répriment les VSS. En France, bien que l'IVG ait été inscrite dans la Constitution, en 2024, des menaces pèsent sur le financement d'associations comme le planning familial.

Un sentiment d'insécurité croissant

Le constat est alarmant : selon une étude de 2024, 94% des jeunes femmes de 15 à 24 ans en France estiment qu'il est aujourd'hui plus difficile d'être une femme, 14% de plus qu'en 2023 contre 67% des hommes de 15 à 24 ans, soit 8% de plus qu'en 2023. Plus inquiétant, 57% des jeunes de la génération Z trouvent que l'on demande trop aux hommes.

Les droits des femmes, un progrès en péril ?